

« El Futuro es Indio »*

Décolonisation et revendications identitaires en Bolivie, 1952-2015

Baptiste LAVAT

(Université Paul Valéry – Montpellier 3)

Résumé

Cette communication se propose d'aborder deux illustrations significatives de la « récupération » de leur(s) liberté(s) par les populations indigènes boliviennes entre 1952 et 2009, par le biais d'un rapprochement entre certaines des mesures-phares de la Révolution Nationale de 1952 et la création du *Viceministerio de Descolonización* bolivien suite à la promulgation de la nouvelle Constitution de l'*Estado Plurinacional de Bolivia* en 2009. En effet, ces deux épisodes-clés de l'histoire bolivienne présentent un certain nombre de similitudes dans leur processus de prise en compte des communautés indigènes boliviennes, longtemps reléguées au statut de minorités invisibles alors même qu'elles constituent la majorité de la population nationale.

Mots-clés : État Plurinational de Bolivie, Révolution de 1952, populations indigènes, Evo Morales

Abstract

This paper proposes to evocate two significant illustrations of the “recovery” of their freedom (s) by indigenous Bolivian populations between 1952 and 2009, through a rapprochement between the flagship measures of the 1952 National Revolution and the creation of the bolivian *Viceministerio de Descolonización* through the promulgation of the new Constitution of the *Estado Plurinacional de Bolivia* in 2009. Indeed, these two episodes in Bolivian history have in many respects a great number of common features, such as the inclusion of indigenous Bolivian populations, often relegated to the status of invisible minorities even though they make up the majority of the national population.

Keywords: Plurinational State of Bolivia, 1952 Revolution, indigenous populations, Evo Morales

* Titre du discours prononcé le 12 juin 2014 par Félix Cárdenas, *Viceministro de Descolonización del Estado Plurinacional de Bolivia*¹.

¹ Site du Vice-Ministère de Décolonisation rattaché au Ministère de la Culture et du Tourisme de Bolivie : <http://descolonizacion.gob.bo/index.php/publicaciones-2010-a-2013/569-el-futuro-es-indio>

La maxime « la liberté des uns s'arrête là où commence celle des autres », généralement attribuée à John Stuart Mill², trouve dans l'histoire des populations indigènes de Bolivie l'une de ses plus percutantes illustrations. Bien que nettement majoritaires dans le pays, ces dernières connurent en effet un sort marqué par les violences et humiliations répétées, que leur assénèrent non seulement les colons espagnols mais encore leurs propres gouvernements, les dépossédant des décennies durant de toutes leurs libertés fondamentales : participation politique, propriété, droit de manifestation, accès à l'éducation, libre circulation, etc. Deux dates de l'histoire nationale semblent cependant avoir permis ou du moins engagé le renversement de cette dynamique : la Révolution de 1952, qui transforma profondément et durablement le pays, et l'élection en 2006 du président Evo Morales, qui permit le retour sur la scène politique de populations séculairement marginalisées et détient à l'heure actuelle le record du plus long exercice ininterrompu du pouvoir dans l'histoire nationale.

La profonde mutation du pays que signifia l'élection d'Evo Morales, à l'époque même où commençaient à essaimer les gouvernements réformistes de gauche à l'échelle régionale, fût indéniablement un bouleversement dont nombre de résultats sont aujourd'hui palpables en Bolivie. Ses mesures emblématiques, telles que la nationalisation des hydrocarbures de 2006, la promulgation de la nouvelle Constitution de l'État Plurinational en 2009, la constante revalorisation des patrimoines culturels préhispanique et indigène, ou encore la création du « *Vice-ministerio de Descolonización y despatriarcalización* » sont, de fait, indéniablement inscrites dans la continuité des nombreuses politiques réformatrices que la Révolution de 1952 mit en place en son temps, avant que l'avènement des dictatures militaires n'y portât un coup d'arrêt à partir de 1964. En effet, la Révolution de 1952 et l'élection de Morales s'inscrivent toutes deux dans la rupture avec les époques les ayant précédées, marquées par de violents événements qui poussèrent le pays, et plus particulièrement ses classes sociales les plus modestes, à contester violemment les fonctionnements de la nation et ses dirigeants politiques. Ces deux épisodes-clés de l'histoire nationale se font ainsi écho à bien des égards, ne serait-ce que dans leur aspiration commune à une reconquête des libertés fondamentales, tant au niveau national qu'individuel. Il s'agira donc ici de tenter de montrer dans quelle mesure chacune de ces périodes mit en place d'ambitieuses réformes vouées à démocratiser la

² John Stuart Mill (1806-1873) philosophe et économiste britannique. Parmi les penseurs libéraux les plus influents du XIX^e siècle.

vie politique bolivienne et à transformer ses fonctionnements culturels, sociaux et économiques³.

La Revolución Nacional (1952 - 1964)

Si les origines de la Révolution de 1952 sont nécessairement à chercher dans une multiplicité de facteurs, certains événements en constituent néanmoins les principaux ressorts : en premier lieu, le terrible état de sous-développement d'une Bolivie au modèle socio-économique parfois qualifié de semi-féodal, fruit des politiques menées par un état oligarchique inspiré du modèle européen et contrôlé par les puissants *Barones del estaño*⁴ et par quelques grands *terratenientes*. En second lieu, la cuisante défaite bolivienne lors de la Guerre du Chaco⁵, facteur d'une inévitable crise économique et institutionnelle mais aussi d'une prise de conscience, pour des milliers de boliviens, de la diversité de leur pays et de leur manque de cohésion nationale.

À l'aube de la Révolution, la population bolivienne, concentrée à 80% dans la partie occidentale du pays et comptant plus de 60% d'indigènes quechuas et aymaras souvent non hispanophones, était une population à 66% rurale présentant un taux d'analphabétisme de plus 70% et dont la participation dans la vie politique nationale était à peu près nulle. L'économie, peu diversifiée, dépendait à 80% de l'exportation minérale aux mains des Barons de l'étain, et seules 200.000 personnes avaient le droit de vote, sur une population de plus trois millions d'habitants. Autant d'éléments qui font dire à nombre d'historiens et spécialistes de l'époque que la Bolivie, pays comptant déjà parmi les plus pauvres du continent, n'était pas encore entrée dans le XX^e siècle et fonctionnait sur un modèle très proche de celui de l'époque coloniale. Dans ce contexte de grande précarité et d'injustices criantes, aggravé par la violente répression des mouvements de protestation des mineurs à partir des années 20, la montée en puissance d'un parti contestataire tel que le *Movimiento Nacionalista Revolucionario* (MNR) joua un rôle clé, permettant une prise de conscience populaire qui alla croissant jusqu'au

³ On pourra dans le même sens consulter l'article d'Hervé Do Alto, « De la révolution nationale à la victoire d'Evo Morales. Retour sur un demi-siècle de luttes en Bolivie populaire (1952-2007) », *Revue Actuel Marx* 2007/2 (n° 42), p. 84-96.

⁴ Il s'agit de Simón Patiño, Mauricio Hochschild et Carlos Víctor Aramayo, connus comme « Barons de l'étain ».

⁵ Ce conflit dramatique opposa la Bolivie au Paraguay entre septembre 1932 et juin 1935, pour le contrôle de la zone du Chaco Boreal. Il mobilisa respectivement 250.000 et 120.000 soldats, dont le quart périt, tant du fait des combats qu'en raison des conditions hostiles de la région, des maladies, du manque d'alimentation ou d'eau. Le conflit représenta par ailleurs une perte importante de devises pour les deux pays et eut un impact durable sur les sociétés, particulièrement en Bolivie, où il fut le point de départ d'une prise de conscience de la profonde division du pays et de sa diversité culturelle et ethnique.

soulèvement révolutionnaire de 1952⁶. Fondé en 1942 par des jeunes issus de la classe moyenne, tels que Víctor Paz Estenssoro (1907), Hernán Siles Zuazo (1913) ou Walter Guevara Arze (1912), le MNR prétendait redonner aux masses ouvrières et paysannes la place qui était la leur, se faisant porte-parole de leur mécontentement, du rejet croissant de l'oligarchie et d'un projet nationaliste de récupération de la souveraineté économique et politique nationale.

En août 1949, après une violente répression de l'état contre les grévistes de la mine *Siglo XX*⁷ du département de Potosí, le MNR orchestra un important soulèvement insurrectionnel dans quatre grandes villes du pays (Cochabamba, Potosí Santa Cruz et Sucre) et proclama un gouvernement parallèle à Santa Cruz. Le président Urriolagoitia réprima sévèrement cette tentative séparatiste, connue sous le nom de Guerre Civile de 1949, mais le MNR gagna dès lors en popularité dans le pays, tant et si bien qu'il fut porté au pouvoir par les urnes deux ans plus tard, le 6 mai 1951⁸. Le président refusa cependant de reconnaître cette victoire et opta pour un auto-coup d'état en faveur du général Hugo Ballivián, lequel déclara l'état de siège pour empêcher la prise de pouvoir légale du MNR. Quelques mois plus tard, le 9 avril 1952, des centaines de paysans, ouvriers et mineurs prirent les armes, alliés aux milices du MNR et à une part des effectifs de la police nationale opposés à cette rupture institutionnelle. Au terme de trois jours de combat, qui eurent pour solde 490 victimes mortelles et plus d'un millier de blessés, le gouvernement Ballivián fut renversé et Víctor Paz Estenssoro proclamé président de la République. La révolution Nationale avait commencé, qui durerait jusqu'en 1964 sous la houlette du *Movimiento Nacionalista Revolucionario* et marquerait un tournant crucial et irréversible dans l'histoire de la Bolivie.

Les premières années de la Révolution firent la preuve de la volonté de ses dirigeants de transformer le pays en profondeur par des réformes structurelles ambitieuses et variées. Ainsi, quelques jours après le triomphe du soulèvement, le gouvernement créa la *Central Obrera Boliviana* (COB), visant à redonner au prolétariat des pouvoirs effectifs par le biais d'un véritable organe de représentation. Loin de se limiter à un statut de consultante, la *Central Obrera* co-gouverna le pays aux côtés du MNR et disposait même d'un droit de veto, qui lui conférait un véritable pouvoir décisionnaire, inédit à l'échelle continentale et renforcé

⁶ Sur la montée en puissance et l'accès au pouvoir du MNR, on pourra consulter Jean-Pierre Lavaud, *L'instabilité politique de l'Amérique latine : le cas de la Bolivie*, Paris, IHEAL, 1991.

⁷ La répression des mineurs de la mine *Siglo XX* de Llallagua a été contée, entre autres, par le cinéaste Jorge Sanjinés dans son film « *El Coraje del pueblo* », monument de l'histoire du cinéma bolivien et de la technique du « *Plano secuencia integral* » théorisée par Sanjinés et son groupe *Ukamau*. Voir Jorge Sanjinés y Grupo Ukamau, *Teoría y práctica de un cine junto al pueblo*, Siglo XXI, México, 1979.

⁸ Le MNR de P. Estenssoro (en exil) remporta les élections du 6 mai avec une majorité relative de 43% des voix.

par la présence au gouvernement de ministres issus du milieu ouvrier⁹. Les mesures phares du MNR furent donc portées en collaboration avec la *Central Obrera*, à commencer par l'instauration du droit de vote universel en juillet 1952, la réforme de l'éducation et de l'armée, mais surtout la nationalisation des mines en octobre 1952 et la réforme agraire en août 1953, mesures emblématiques qui trouveraient un écho quelques décennies plus tard dans les politiques menées par le gouvernement Morales.

Les grands propriétaires terriens et les Barons de l'étain furent évidemment les plus affectés par ces mesures, qui réintégrèrent les laissés-pour-compte à la vie politique et firent à nouveau de l'état la pierre angulaire de l'économie nationale. Alors que celui-ci ne touchait que 20% environ des recettes de l'exportation minérale quelques années plus tôt, ce chiffre passa à 80% après la nationalisation des mines et sa gestion par la *Corporación Minera de Bolivia* (COMIBOL) créée à cet effet¹⁰. Les grands *latifundios*, qui représentaient alors 95% des terres cultivables, furent progressivement remplacés par des « *minifundios* » aux mains des paysans les travaillant, et près de deux millions d'agriculteurs rejoignirent ainsi un marché dont ils avaient été tenus écartés par les grands *terratenientes*. Et bien qu'elle n'ait finalement pas permis à l'activité agricole de donner toute sa mesure, par faute d'encadrement, de moyens et d'outils, la réforme agraire modifia indéniablement le rapport à la terre et sa dimension non seulement politique et économique mais aussi symbolique.

La nationalisation des mines, bien qu'elle fût imparfaitement gérée et vit exploser les coûts de production, signifia pour sa part un afflux de capitaux qui servit à financer différents projets de diversification industrielle à échelle nationale. Quant à la construction de la première route goudronnée entre Cochabamba et Santa Cruz (1954), elle permit l'intégration économique de la région orientale du pays et propulsa durablement son développement, Santa Cruz étant aujourd'hui encore la ville la plus riche de Bolivie. Les capitaux de la COMIBOL permirent par ailleurs d'importants investissements dans l'entreprise pétrolière d'état, *Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos* (YPFB), qui se dynamisa et se modernisa, voyant augmenter sa production de 400% entre 1952 et 1964.

La Bolivie passa donc en quelques années du statut d'état à l'économie semi-féodale dépendante de capitaux privés à celui de nation souveraine et réformatrice, inspiration de nombre de mouvements continentaux dans les années qui suivirent. Les catégories sociales les plus modestes, principalement constituées des différentes populations indigènes et des secteurs paysan, ouvrier et minier, réduits au silence et à l'exploitation depuis toujours, eurent

⁹ Ce fut le cas de Juan Lechín ou Germán Butrón.

¹⁰ La COMIBOL fut créée le 2 octobre 1952, les mines nationalisées le 31 octobre.

pour la première fois accès à des droits qu'on leur avait toujours niés¹¹ et sortirent brusquement d'une sorte d'anonymat politique séculaire pour rejoindre le corps électoral, qui représentait plus de 70% de la population nationale pour les élections de 1956, contre 6,8% en mai 1951, à l'aube de la Révolution. Et si les résultats des douze années de Révolution ne furent pas couronnés que de succès, loin s'en faut¹², cette étape de l'histoire nationale n'en représente pas moins, selon l'ex-président Carlos de Mesa, « *el más lúcido proyecto de construcción de un estado nacional que tuvo Bolivia en su historia republicana* ».

Evo Morales et le *Proceso de Cambio* (2006 -)

L'arrivée au pouvoir d'Evo Morales lors des élections de décembre 2005, qu'il remporta par une victoire écrasante sur ses rivaux avec une majorité absolue de près de 58% des suffrages dès le premier tour, fut à n'en point douter le point de départ du deuxième grand bouleversement politique de l'histoire nationale républicaine. Tout comme Paz Estenssoro six décennies plus tôt, Morales sut accroître sa popularité et celle de son parti, le *Movimiento al Socialismo* (MAS), en prenant dans un premier temps la tête d'une opposition syndicale puis politique qu'il ne tarda pas à incarner. Tout comme Víctor Paz Estenssoro avait lutté activement contre l'autoritarisme du gouvernement Urriolagoitia¹³, Morales s'illustra d'abord en tant que chef de file du syndicat des *cocaleros*¹⁴, qui mena à la fin des années 90 une farouche lutte contre les accords que la Bolivie prétendait signer avec les États-Unis afin de réduire drastiquement les cultures de feuille de coca. Il fut élu député de Cochabamba en 1997 et continua de diriger l'opposition face aux politiques libérales et pro-étasuniennes du président Hugo Bánzer puis de son successeur Gonzalo Sánchez de Lozada, paradoxalement chef de file du MNR, devenu un parti de centre-droite d'orientation libérale à partir des années 80 et qui privatisa une part importante de l'économie bolivienne afin de répondre aux attentes et instructions du FMI et de la Banque Mondiale.

¹¹ On rappellera cependant que le président Gualberto Villaroel, qui gouverna entre 1943 et 1946, avait déjà contribué à cette amélioration des conditions de vie des classes les plus modestes, en abrogeant par exemple le *pongueaje* et le *mitanaje* issus de l'époque coloniale, ou encore en reconnaissant les syndicats et le droit de départ en retraite volontaire avec pension.

¹² L'une des plus sévères critiques à l'encontre de la Révolution Nationale est son caractère autoritaire, illustré par différents cas de violations des droits de l'homme (arrestations arbitraires, camps de travail, etc.).

¹³ En seulement deux ans de mandat, Urriolagoitia fit preuve d'un autoritarisme implacable : il se montra dur et intransigeant avec l'opposition, poussant à l'exil plusieurs de ses chefs de file, fit interdire le Parti Communiste Bolivien, gela les salaires des travailleurs et réprima dans le sang la manifestation des mineurs de la corporation Siglo XX, propriété de Simón Patiño.

¹⁴ Morales fut nommé secrétaire exécutif de la *Federación Especial de Trabajadores del Trópico Cochabambino* en 1988, poste qu'il conserve depuis lors.

C'est une fois encore sur le lit de la violence que s'amorça le virage de l'histoire bolivienne qui mena Morales au pouvoir, lorsque le président Sánchez de Lozada – élu en 2002 avec à peine 1,5% des suffrages de plus Morales – mit en application le projet conçu par son prédécesseur, visant à exporter du gaz bolivien vers les États-Unis en passant par le port chilien de Mejillones. Les difficultés d'approvisionnement du marché interne, le prix de vente du gaz et l'amer souvenir de la perte du littoral bolivien à l'issue de la Guerre du Pacifique contre le Chili motivèrent le rejet populaire massif de ce projet et déclenchèrent un fort mouvement de protestation entre septembre et octobre 2003¹⁵, rapidement réprimé dans le sang¹⁶ par le gouvernement Lozada et dorénavant connu sous le triste nom de *Masacre de Octubre* ou de *Guerra del Gas*. L'entêtement de Lozada fit s'étendre la grève générale jusqu'à plonger la capitale dans le chaos, au point que le gouvernement militarisa les villes d'El Alto et La Paz. Mais loin de décourager les manifestants, la violence de la répression accrut le mécontentement populaire et transforma rapidement les protestations contre le projet d'exportation en une véritable insurrection généralisée visant tout bonnement à la destitution du président Lozada, qui dut fuir le pays le 17 octobre 2003, craignant vraisemblablement d'être lynché comme le fut l'un de ses prédécesseurs¹⁷. En dépit de bien des efforts, son vice président Carlos de Mesa ne put rétablir le calme dans le pays et dut démissionner à son tour en juin 2005, après quoi furent convoquées des élections pour le mois de décembre de la même année, qui virent le triomphe d'Evo Morales.

Quelques mois après son élection, à la date symbolique du 1^{er} mai, le président Morales signa le décret de nationalisation des ressources en hydrocarbures du pays, partiellement privatisées sous le gouvernement Lozada en faveur des entreprises espagnole et brésilienne *Repsol* et *Petrobras*. Il s'inscrivit ainsi dans la continuité des mesures de 1952 et nationalisa nombre d'entreprises de production électrique, de télécommunication, de métallurgie ou encore d'aéroports, autant de secteurs stratégiques et symboliques dorénavant sous contrôle de l'État.

¹⁵ Un autre drame avait déjà fortement entaché la popularité de Sánchez de Lozada après l'annonce d'un nouvel impôt sur les salaires par le président le 9 février 2003. Plusieurs dizaines de membres de la police nationale *paceña* se soulevèrent contre cette mesure, en réponse de quoi le gouvernement déploya l'armée, donnant lieu à un violent affrontement qui causa plus de trente morts en deux jours.

¹⁶ La *Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia* et la *Central Obrera Boliviana* convoquèrent des manifestations et grèves qui furent violemment réprimées par l'État, entraînant la mort de 67 personnes durant les soulèvements, et de 14 supplémentaires qui décédèrent des suites de leurs blessures.

¹⁷ Le président Guadalberto Villaroel fut poignardé à mort puis pendu sur la Place Murillo le 21 juillet 1946.

Mais à l'instar de la grande réforme de 1952, qui donna aux boliviens le droit de vote universel, ce sont certainement l'Assemblée Constituante de 2006-2007¹⁸ et l'approbation du nouveau texte constitutionnel par voie référendaire en 2009 qui marquèrent le tournant essentiel de l'histoire du MAS et de la Bolivie contemporaine. En effet, la Constitution bolivienne fut reprise de fond en comble, redonnant à tous les Boliviens des droits jadis fort mal répartis ou appliqués. La reconnaissance de l'héritage des peuples originaires, de la diversité ethnique, culturelle, linguistique, rituelle du pays fut inscrite dans le marbre constitutionnel¹⁹, au même titre que les droits des peuples et nations indigènes, redevenus acteurs et citoyens de droit à part entière et reconnus en tant que tels dès le deuxième article de la Constitution²⁰ :

Dada la existencia precolonial de las naciones y pueblos indígena-originario-campesinos y su dominio ancestral sobre sus territorios, se garantiza su libre determinación en el marco de la unidad del Estado, que consiste en su derecho a la autonomía, al autogobierno, a su cultura, al reconocimiento de sus instituciones y a la consolidación de sus entidades territoriales, conforme a esta Constitución y la ley²¹.

Si les droits de la nature, de la Terre Mère ou Pachamama ne sont pas explicitement reconnus dans la Constitution bolivienne contrairement à celle de l'Équateur²², l'interdiction du *latifundismo* impulsée en 1952 y est par contre inscrite, au même titre qu'un certain nombre de règles concernant la propriété de la terre :

¹⁸ Le long et laborieux travail de l'*Asamblea Constituyente* fut entaché de graves conflits entre les opposants au texte et ses défenseurs. D'abord installée à Sucre, l'*Asamblea* dut conclure ses travaux à Oruro, ville gagnée à la cause du gouvernement, où elle s'était retirée après les tragiques affrontements dont la capitale constitutionnelle fut le théâtre (plusieurs centaines de blessés et trois morts). La nouvelle Constitution fut alors votée par les députés « *oficialistas* » et quelques rares députés de l'opposition qui prirent part au suffrage. Le texte fut donc adopté par 164 députés sur 255 le 10 décembre 2007, dans une ville en fête investie par des mineurs, syndicalistes et paysans réunis pour éviter que ne se reproduise le scénario de Sucre. Les difficultés d'adoption du texte confirmèrent la polarisation du pays. Pour une chronologie du processus, voir Inés Valeria Carrasco Alurralde ; Xavier Albó, « Cronología de la Asamblea Constituyente », *T'inkazos, Revista Boliviana de Ciencias Sociales*, Vol. 11, N° 23-24. La Paz, PIEB, 2008. On pourra aussi consulter Jorge Lazarte, « La Asamblea Constituyente de Bolivia: de la oportunidad a la amenaza », *Revista Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Paris, CNRS/EHESS, 2008 ; Hugo Celso Felipe Mansilla, « La influencia del indianismo en la Asamblea Constituyente boliviana de 2006-2008 », *Estudios Políticos*, Vol. 33, 2014, p. 97-122 ; Oscar Hassenteufel Salazar, « La Asamblea Constituyente en Bolivia », *Fides Et Ratio*, Vol. I, La Paz, Universidad La Salle, 2006.

¹⁹ Sur la question du multiculturalisme, on pourra consulter Laurent Lacroix, « Etat plurinational et redéfinition du multiculturalisme en Bolivie », dans Christian Gros et David Dumoulin Kervran, *Le multiculturalisme au concret. Un modèle latino-américain ?*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2011, p.135-146.

²⁰ La question des droits des peuples et nations indigènes-originares-paysans occupe par ailleurs l'intégralité du quatrième chapitre de la Constitution.

²¹ *Constitución Política del Estado Plurinacional de Bolivia, Primera Parte, Capítulo I, Artículo 2* : https://www.oas.org/dil/esp/Constitucion_Bolivia.pdf

²² « *La naturaleza o Pacha Mama, donde se reproduce y realiza la vida, tiene derecho a que se respete integralmente su existencia y el mantenimiento y regeneración de sus ciclos vitales, estructura, funciones y procesos evolutivos* », *Constitución de la República del Ecuador, Capítulo 7, Art. 71*.

Se prohíbe el latifundio y la doble titulación por ser contrarios al interés colectivo y al desarrollo del país. Se entiende por latifundio la tenencia improductiva de la tierra; la tierra que no cumpla la función económica social; la explotación de la tierra que aplica un sistema de servidumbre, semiesclavitud o esclavitud en la relación laboral o la propiedad que sobrepasa la superficie máxima zonificada establecida en la ley²³.

Une mention spécifique élève par ailleurs la feuille de coca au rang de patrimoine culturel ancestral encadré par la loi, dans un article non sans lien avec les combats de jeunesse d'Evo Morales et son opposition frontale à l'ingérence nord-américaine sur la question :

El Estado protege a la coca originaria y ancestral como patrimonio cultural, recurso natural renovable de la biodiversidad de Bolivia, y como factor de cohesión social; en su estado natural no es estupefaciente. La revalorización, producción, comercialización e industrialización se regirán mediante la ley²⁴.

La diversité culturelle du pays, mentionnée dans nombre de chapitres, est présentée dès le premier chapitre comme un pilier de l'État Plurinational :

Bolivia se constituye en un Estado Unitario Social de Derecho Plurinacional Comunitario, libre, independiente, soberano, democrático, intercultural, descentralizado y con autonomías. Bolivia se funda en la pluralidad y el pluralismo político, económico, jurídico, cultural y lingüístico, dentro del proceso integrador del país²⁵.

Plus novatrice encore, la mention des fondements éthiques et moraux de l'État Plurinational reprend différents postulats de vie des cultures indigènes du pays, depuis les préceptes de l'Empire Inca jusqu'aux principes de la culture aymara, en passant par les concepts de la cosmovision Guarani :

El Estado asume y promueve como principios ético-morales de la sociedad plural: ama qhilla, ama llulla, ama suwa (« no seas flojo, no seas mentiroso, no seas ladrón »), suma qamaña (vivir bien), ñandereko (vida armoniosa), teko kavi (vida buena), ivi maraei (tierra sin mal) y qhapaj ñan (camino o vida noble)²⁶.

Enfin, la notion essentielle et ô combien politique de « décolonisation » est inscrite dans l'un des premiers articles de la Constitution de l'État Plurinational, dont elle constitue par ailleurs un pilier depuis la création en mars 2009 du *Viceministerio de Descolonización* :

Son fines y funciones esenciales del Estado, además de los que establece la Constitución y la ley: Constituir una sociedad justa y armoniosa, cimentada en la descolonización, sin

²³ Constitución Política del Estado Plurinacional de Bolivia, Cuarta Parte, Capítulo IX, Artículo 397.

²⁴ Idem, Capítulo VII, Artículo 384.

²⁵ Idem, Capítulo I, Artículo 1.

²⁶ Idem, Capítulo II, Artículo 8.

discriminación ni explotación, con plena justicia social, para consolidar las identidades plurinacionales²⁷.

Le *Viceministerio de Descolonización*, organe politique constituant certainement l'une des expressions les plus avant-gardistes et symboliques de la transformation impulsée par Evo Morales, fut conçu comme un outil essentiel de reconquête d'une pluralité ethnoculturelle bafouée par des siècles d'un fonctionnement décrit comme « *colonialismo externo e interno* » par ses détracteurs. Rattaché au *Ministerio de Cultura y Turismo*, il est dirigé par le juriste constitutionnaliste Félix Cárdenas (1955 -), qui se définit lui-même comme « *indio aymara en ejercicio* »²⁸. Très tôt sensibilisé à l'engagement syndical, emprisonné et torturé à plusieurs reprises pour son opposition aux régimes militaires, Cárdenas se fit connaître pour militantisme farouche, qui l'amena à devenir l'un des dirigeants de la puissante *Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia*. Il fut d'ailleurs candidat malheureux aux élections présidentielles de 1993²⁹. Fort de ce parcours, il fut élu membre de l'historique *Asamblea Constituyente*, au sein de laquelle il dirigea le groupe « *Visión País* »³⁰, la première des vingt-et-une commissions en charge de la rédaction de la Constitution du futur *Estado Plurinacional de Bolivia* entre août 2006 et décembre 2007.

Les déclarations et écrits de Cárdenas, très mobilisé par les objectifs de son ministère, partent systématiquement de la considération que la Bolivie est un pays dont le fonctionnement nécessite d'être intégralement repensé et décolonisé, puisqu'il s'est fondé sur des bases discriminatoires, perpétuées depuis des siècles par les élites au pouvoir :

Desde la fundación de Bolivia, nos han enseñado en las escuelas, en los colegios, que "Bolivia es una sola nación, un solo idioma y una sola religión..." Y por esa visión mono-lineal de ver el país, jamás pudimos construir una identidad nacional, y como no pudimos construir una identidad nacional, no pudimos diseñar políticas de Estado para desarrollar nuestro país, y por eso estamos como estamos... Bolivia, un país fundado sin nosotros, los pueblos indígenas. Es más, Bolivia, un país fundado contra nosotros. [...] Pero en la Asamblea Constituyente asumimos que no se puede transitar del Estado Colonial actual a un Estado Plurinacional como un simple acto de magia; que es preciso, es fundamental, iniciar previamente un profundo proceso de descolonización³¹.

²⁷ *Idem*, *Capítulo II, Artículo 9*.

²⁸ Page de présentation du Vice-ministre sur le site du *Ministerio de Culturas y Turismo*.

²⁹ Evo Morales était alors candidat à la députation sur la liste de Cárdenas.

³⁰ « *El concepto de visión de país será el eje fundamental en torno al cual girará la redacción de todos los artículos de la futura Constitución Política del Estado y guiará la actuación de las 20 comisiones restantes* », Déclarations de Félix Cárdenas Aguilar, rapportés dans le journal *Bolivia.com*, le 27 janvier 2007 : <http://www.bolivia.com/noticias/autonoticias/DetalleNoticia34458.asp> (consulté en avril 2016).

³¹ Katu Arkonada (coord.), *Transiciones hacia el Vivir Bien o la construcción de un nuevo proyecto político en el Estado Plurinacional de Bolivia*, La Paz, Ministerio de Culturas, 2012, p. 11-12.

La transformation de la nation devrait donc passer non seulement par une refonte des mécanismes institutionnels, culturels, juridiques et éducatifs du pays mais aussi par une profonde prise de conscience individuelle de l'indispensable changement des mentalités. En ce sens, Cárdenas rappela à différentes occasions que la seule présence d'Evo Morales au pouvoir ne suffirait pas à abolir des mécanismes discriminatoires trop profondément ancrés dans une société qui devrait nécessairement passer par un long et profond processus de *descolonización* et de *despatriarcalización* pour recouvrer ses racines :

El Estado colonial es lo que existe ahora, aunque lo gobierne un izquierdista o un indígena. Es colonial ya que sus usos y costumbres son jerarquizantes, discriminadores y racistas. [...] El imperativo es descolonización, a todo nivel. Descolonización educativa, descolonización religiosa, descolonización de las fuerzas armadas, de la policía, de las leyes... [...] Descolonización es, entonces, desestructurar, desmontar la institucionalidad del Estado colonial, evidenciarlo, ponerlo en crisis para luego transformarlo. Pero también la condición de la descolonización pasa por descolonizarnos primero nosotros: descolonización mental³².

En d'autres termes, il s'agirait pour les populations, communautés ou individus traditionnellement écartés de la vie citoyenne par le « système colonial » d'entreprendre cette décolonisation de l'intérieur, accompagnés et soutenus par un État déployant des mesures dans ce sens mais devant lui aussi être « décolonisé » pour incarner pleinement la pluralité nationale. Le principal intérêt du fervent plaidoyer de Cárdenas pour un changement global du fonctionnement de la nation réside certainement dans cette perception plurielle du mécanisme décolonisateur, qui fait de tout un chacun un acteur du changement de la Bolivie, redonnant aux citoyens la responsabilité et les moyens de leur transformation individuelle et collective.

Mais cette remise en question draconienne et intransigeante des fonctionnements de la République Bolivienne par le nouvel *Estado Plurinacional* porte aussi en germe ses limites, en ce qu'elle remet en question un grand nombre de postulats et référents d'une culture d'origine certes occidentale et coloniale mais néanmoins fortement implantée dans le pays, créant ainsi une forme de nouvelle tension avec les Boliviens s'y reconnaissant et ne souhaitant pas nécessairement repenser l'ensemble de leur fonctionnement politique, culturel et philosophique. Envisager le principe même de *descolonización* selon un angle différent, plus axé sur l'accueil des différences que sur une volonté politique de réaffirmation identitaire souvent antagonique, permettrait selon certains penseurs, à l'instar du chercheur Ramiro Gutiérrez Condori, d'œuvrer dans le sens de la tolérance et du respect de l'altérité plutôt que

³² Entretien accordé par Félix Cárdenas au journal chilien *El ciudadano*, le 14 avril 2011 : « *Todos los estados de este continente son coloniales* » et fragment de Katu Arkonada, *op. cit.*, p. 12-13.

dans celui d'une réaffirmation vindicative de secteurs ou groupes traditionnellement marginalisés, et pouvant devenir à leur tour acteurs de l'exclusion et du rejet :

La descolonización debe llevarnos a romper los modelos mentales alienados y socialmente impuestos que se caracterizan por posiciones individualistas y racistas que llevan a la intolerancia racial y cultural. Más allá de los colores y las razas, el proceso de descolonización implica el reconocimiento y la valoración positiva de lo propio y lo foráneo, lo que implica el reconocimiento del principio básico del respeto a la diversidad³³.

Très actif et mobilisé sur nombre de chantiers tels que la lutte contre le racisme et les discriminations, la formation des personnels de l'état aux nouveaux préceptes égalitaires de l'État Plurinational et aux langues indigènes, la réforme de l'armée – considérée comme l'un des bastions du conservatisme national –, la reconnaissance des pratiques culturelles dans leur diversité et la promotion des activités ou acteurs du changement engagé par l'État, le *Viceministerio de Descolonización* est certainement l'un des rouages essentiels de la transformation que connaît actuellement la Bolivie. Un processus de changement profond et parfois radical dont les résultats, aussi divers et contrastés que ceux de la Révolution de 1952, ne sauraient prétendre à une réussite sans faille, en ce qu'ils sont avant tout un moteur de réflexion et d'évolution constantes, processus mouvant et pluriel qu'il serait fort erroné voire dangereux de prétendre arrêter à un état de fait, et qui correspond certainement plus au concept indigène d'un fonctionnement cyclique, dans lequel le *pachakuti*, ou grand retournement, porte en lui les semences de sa prochaine évolution.

³³ Ramiro Gutiérrez Condori, *op. cit.*, 2007.

BIBLIOGRAPHIE

ALVIZURI, Verushka, *Evografías. Indianismo, política y sociedad en la Bolivia de Evo Morales (2006-2016)*, Santa Cruz de la Sierra, Editorial El País, 2017.

_____, « Du rejet de l'indien à l'élection d'un président aymara : Généalogie d'une réinvention nationale en Bolivie », *L'Ordinaire latino-américain*, N°204, 07-08, Université de Toulouse II, 2006, p. 9-20.

_____, *Le savant, le militant et l'Aymara. Histoire d'une construction identitaire en Bolivie (1952-2006)*, Paris, Armand Colin, 2012.

ARKONADA, Katu (coord.), *Transiciones hacia el Vivir Bien o la construcción de un nuevo proyecto político en el Estado Plurinacional de Bolivia*, La Paz, Ministerio de Culturas, 2012.

CÁRDENAS AGUILAR, Félix, *El futuro es Indio*, La Paz, Viceministerio de Descolonización, 2014.

_____, « Mirando Indio », in : MONTES, Patricia (ed.), *Bolivia. Nueva constitución política del estado. Conceptos elementales para su desarrollo normativo*, La Paz, Vicepresidencia del Estado Plurinacional de Bolivia, 2010, p. 17-37.

CARRASCO ALURRALDE, Inés; ALBO, Xavier. « Cronología de la Asamblea Constituyente », *T'inkazos, Revista Boliviana de Ciencias Sociales*, Vol. 11, N°23-24, La Paz, Fundación PIEB, 2008.

CELSE FELIPE MANSILLA, Hugo, « La influencia del indianismo en la Asamblea Constituyente boliviana de 2006-2008 », *Estudios Políticos*, Vol. 33, 2014, p. 97-122.

GUTIÉRREZ CONDORI, Ramiro, « A partir de la apropiación de los espacios festivos: conceptos para entender el proceso de descolonización », *Pukara: Revista digital cultura, sociedad y política de los pueblos originarios*, N°17, La Paz, 2007.

CHASSIN, Joëlle ; ROLAND, Denis (éds.), *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*. Paris, L'Harmattan, 2007.

DO ALTO, Hervé, « De la révolution nationale à la victoire d'Evo Morales. Retour sur un demi-siècle de luttes en Bolivie populaire (1952-2007) », *Revue Actuel Marx* 2007/2, N° 42, p. 84-96.

GAMBOA ROCABADO, Franco. *Dilemas y conflictos sobre la Constitución en Bolivia Historia Política de la Asamblea Constituyente*, La Paz, Fundación Konrad Adenauer, 2009.

_____, « La Asamblea Constituyente en Bolivia: Una evaluación de su dinámica », *Frónesis, Revista de filosofía jurídica, social y política*, Vol. 16, N°3, Caracas, Universidad del Zulia, 2009, p. 487-512.

HASSENTEUFEL SALAZAR, Oscar, « La Asamblea Constituyente en Bolivia », *Fides Et Ratio*, Vol. I, La Paz, Universidad La Salle, 2006.

LACROIX, Laurent, « Etat plurinational et redéfinition du multiculturalisme en Bolivie », in : GROS, Christian ; DUMOULIN KERVRAN, David, *Le multiculturalisme au concret. Un modèle latino-américain ?*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2011, p. 135-146.

LAVAUD, Jean-Pierre. « La Bolivie d'Evo Morales : continuités et ruptures », *Problèmes d'Amérique Latine*, N°85, Paris, ESKA, 2012, p. 73-97.

_____, *L'instabilité politique de l'Amérique latine : le cas de la Bolivie*, Paris, IHEAL, 1991.

LAZARTE, Jorge, « La Asamblea Constituyente de Bolivia: de la oportunidad a la amenaza », *Revista Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Paris, CNRS / EHESS, 2008.

SANJINÉS, Jorge, *Teoría y práctica de un cine junto al pueblo*, México, Siglo XXI, 1979.

SUAREZ, Hugo José. *Bolivie. La révolution démocratique*, Bruxelles, Couleur Livres, 2009.

Nueva Constitución Política del Estado, La Paz, Asamblea constituyente de Bolivia, 2008.